

L'entrepreneuriat féminin au Mali : Enjeux et perspectives Women's entrepreneurship in Mali: Challenges and prospects

Amadou DOLO, (Enseignant-Chercheur)

*Faculté des Sciences des Sciences et de Gestion (FSEG)
Université de Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali*

Ousmane MARIKO, (Enseignant-Chercheur)

*Faculté des Sciences des Sciences et de Gestion (FSEG),
Université de Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali
Chercheur associé CREG, Grenoble, France*

Boubacar SY, (Enseignant-Chercheur)

*Faculté des Sciences des Sciences et de Gestion (FSEG),
Université de Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali*

Babakar SOUMARE, (Enseignant-Chercheur)

*Faculté des Sciences des Sciences et de Gestion (FSEG),
Université de Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali*

Mouctar TRAORE, (Enseignant-Chercheur)

*Faculté des Sciences des Sciences et de Gestion (FSEG),
Université de Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali*

Adresse de correspondance :	Faculté des sciences Economiques et de Gestion Campus Universitaire de Badalabougou Université de Sciences Sociales et de Gestion de Bamako Bamako /Mali Téléphone : (00223) 20237044 / 20237041
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	DOLO, A., MARIKO, O., SOUMARE, B., & TRAORE, M. (2022). L'entrepreneuriat féminin au Mali : Enjeux et perspectives. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 3(3-2), 116-134. https://doi.org/10.5281/zenodo.6582498
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: May 06, 2022

Published online: May 31, 2022

L'entrepreneuriat féminin au Mali : Enjeux et perspectives

Résumé

L'accès à l'emploi dans les fonctions publiques de l'État constitue aujourd'hui au Mali un défi majeur pour la population active, en particulier les femmes. Cette contrainte se traduit par une dominance de l'emploi informel. Ce type d'emploi existe dans tous les secteurs institutionnels et dans toutes les régions et quel que soit le milieu et le sexe. L'entrepreneuriat féminin a pris depuis des décennies une importance croissante dans la plupart des pays industrialisés, mais aussi dans les pays en voie de développement avec des caractéristiques spécifiques (micro entreprises). Les organisations internationales voient l'entrepreneuriat féminin comme un important moyen de lutte contre la pauvreté et de l'épanouissement de la femme. C'est dans ce contexte que cet article évoque les enjeux et opine les perspectives d'avenir de cet entrepreneuriat sur le marché du travail. Dans un contexte théorique, sans aspect de modélisation, la méthodologie de la recherche porte sur la revue documentaire, l'exploration des données disponibles produites par les structures d'informations statistiques des administrations publiques du Mali. Les analyses de ces données sont contrastées aux divers déterminants sociodémographiques. Les résultats ont montré que l'entrepreneuriat féminin est à l'actualité au Mali à travers différentes formes d'organisations surtout dans le secteur informel dans de petites entreprises comme les agroalimentaires. Il ressort de ces résultats que les difficultés ou les contraintes sont multiples dont des mesures d'accompagnement sont sollicitées par les femmes entrepreneures.

Mots clés : Entrepreneuriat féminin, Enjeux, perspectives, Mali

Classification JEL : J64

Type de papier : Recherche empirique

Abstract

Today access to employment in the public services in Mali constitutes a major challenge for the active population, in particular women. This constraint results in a dominance of informal employment. This type of employment exists in all institutional sectors and in all regions and regardless of background and sex. Female entrepreneurship has taken on increasing importance for decades in most industrialized countries but also in developing countries with specific characteristics (micro-enterprises). International organizations see women's entrepreneurship as an important means of combating poverty and promoting the women's development. It is in this context that the article discusses the issues and in order to decide the future prospects of this entrepreneurship on the labor market. In a theoretical context, without modeling aspect, the methodological research focuses on the documentary review, the exploration of available data produced by the statistical information structures of public administrations in Mali. The analyzes of these data are contrasted with the various socio-demographic determinants. The results showed that female entrepreneurship is topical in Mali through different forms of organizations, especially in the informal sector in small businesses such as agribusiness. It emerges from these results that the difficulties or constraints are multiple, for which support measures are requested by women entrepreneurs.

Keywords: Women's entrepreneurship, challenges, prospects, Mali

Classification JEL : J64

Paper type : Empirical Research

1. Introduction

Au Mali, bien que la question de l'emploi soit prise en charge dans la stratégie de développement économique et social contenue dans l'axe stratégique 2 du Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) qui entre autres objectifs énoncés en objectif stratégique 2.2 : « favoriser les créations d'emplois, développer et orienter la formation professionnelle vers les filières porteuses », il faut alors noter que chaque année, ce sont des centaines de milliers de jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi qui pour la plupart sans qualifications requises, amenuisant ainsi leur chance de s'insérer professionnellement, socialement et économiquement.

Au sein de cette population active, les femmes maliennes sont moins présentes sur le marché du travail. Les pesanteurs sociales font d'elles les principales gardiennes du foyer semblent être à l'origine de cette absence. Ces barrières sociales et culturelles leur rendent difficile de créer une entreprise formalisée, surtout dans les régions hors de Bamako. Très peu de recherches ont été conduites sur l'entrepreneuriat féminin au Mali. Les rares écrits portent essentiellement sur les profils, les secteurs d'activité et les motivations entrepreneuriales des femmes, ainsi que sur les difficultés qu'elles rencontrent.

L'entrepreneuriat est considéré comme un déterminant majeur des performances économiques. Les femmes entrepreneures créent des emplois pour elles-mêmes et pour d'autres, tout en apportant à la société, du fait de leur spécificité, des solutions différentes pour la gestion, l'organisation et le traitement des problèmes des entreprises, ainsi que pour la mise à profit d'opportunités économiques (OCDE, 2004). Les organisations internationales comme l'Organisation des Nations Unies (ONU), la Banque Mondiale, l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) font de la question féminine comme une de leurs priorités pour le développement. Toutes ces organisations voient l'entrepreneuriat féminin comme un important moyen de lutte contre la pauvreté et de l'épanouissement de la femme. Les femmes quant à elles trouvent qu'elles ont un rôle très important à jouer dans le développement socioéconomique du pays.

Le Gouvernement du Mali a montré ces dernières années que l'entrepreneuriat féminin est une priorité à travers plusieurs mécanismes qui établissent des cadres de collaboration ou de concertation entre le gouvernement, les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et la société civile, pour la mise en place de programmes de développement dédiés à l'autonomisation des femmes. Dans la lutte contre le chômage, la pauvreté et produire de la richesse nationale, le Mali a créé le Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Épanouissement de l'Enfant (FAFE) par la loi N° 2012-002 du 23 janvier 2012 et le lancement de ce fonds est intervenu le 10 septembre 2015¹. Les objectifs du FAFE se résument entre autres au financement et la promotion de l'entrepreneuriat féminin, la protection des droits de l'enfant. Entreprendre au Mali n'est pas chose aisée, surtout pour une femme. Il y a d'abord le poids social, culturel, religieux dont il faut tenir compte. Autant de contraintes qui se posent aux femmes. A cela, il faut ajouter le problème de l'accès de financement, d'accès au marché et les problèmes d'accompagnement en termes de formation. La femme malienne est de nature entreprenante, quel que soit le milieu. Georges Monbiot dira que « si la richesse était le résultat inévitable du travail intense et de l'entrepreneuriat, toutes les femmes en Afrique seraient des millionnaires »².

Au regard de la détermination du gouvernement malien, des profils, des secteurs d'activité et des motivations entrepreneuriales des femmes, ainsi que sur les difficultés qu'elles rencontrent, on se rend compte qu'il y a peu de recherche scientifique sur la connaissance et la

¹ http://malijet.com/la_societe_malienne_aujourd'hui/interview_mali/179807-fafe-la-directrice-se-prononce-surles-acquis.html consulté le 08/10/2019

² <https://www.babilio.com/auteur/Georges-Monbiot/221260>

compréhension du processus de l'entrepreneuriat féminin malien. C'est dans ce sens que notre article se focalise sur les enjeux et les perspectives de cette thématique. Les résultats de cette étude montrent que les femmes entrepreneures maliennes travaillent majoritairement dans le secteur informel dans de petites entreprises, surtout dans les agroalimentaires suivies du commerce. L'accès au financement, l'absence de cohérence politique, la conciliation travail et les maisons, le manque de professionnalisme, etc., constituent des défis majeurs à relever.

Après la revue de la littérature sur la thématique et la méthodologie de recherche adoptée pour atteindre aux résultats attendus, le travail poursuit autour de trois grandes parties. Une première partie évoque la représentativité de la femme malienne sur le marché du travail, l'évolution de la création d'emploi au Mali et les proportions d'emploi de femmes entre 2013 et 2019 selon la catégorie professionnelle, le secteur institutionnel et le secteur d'activités. La deuxième partie touche le point focal de l'étude, constituant d'une part les concepts et les caractéristiques de l'entrepreneuriat féminin au Mali, et d'autre part évoque les évolutions des femmes entrepreneures dans le secteur informel et les raisons de leurs motivations dans l'entrepreneuriat. La troisième partie énumère les contraintes et les difficultés que rencontrent les femmes entrepreneures maliennes suivies des implications de politiques économiques maliennes et les perspectives.

2. Revue de la littérature

De nombreux articles et études ont été publiés sur l'entrepreneuriat féminin à travers le monde. Les premiers travaux remontent vers 1970 aux États unis, en Angleterre et dans les pays de l'OCDE (Brush, 1992. Carrier, Julien et Mienveille, 2006). Malgré la prolifération de la recherche, la population de femmes entrepreneures est largement peu étudié (Brush, 2006). Brush a déploré en 1992 la position hégémonique de la recherche en entrepreneuriat. Carrier et al (2006) trouvent dans leurs études des vingt-cinq dernières années qu'il n'y a de preuves convaincantes de différences significatives qui engendrent des situations favorables ou défavorables pour les femmes entrepreneures et qu'il est en fait plus approprié d'aborder le sujet des femmes entrepreneures sous un autre angle, notamment en mettant l'accent sur leur singularité. Schwartz « *Entrepreneursiph : A New Female Frontier* » publié 1976, Schreier, James W., « *The Female Entrepreneur, A Pilot Study* » en 1975, sont aussi entre autres parmi les premiers articles portant sur l'entrepreneuriat féminin.

En Afrique, certains auteurs ont également réalisé des travaux de recherche sur cette thématique (Erwee, R., Boshoff, A.B. & Lessing, B., 1980 en Afrique du Sud ; Watts, 1984 au Nigeria ; Kounta S.A., 1997 au Mali ; Guerrin, 2002 au Sénégal ; Tchoussi, 2002 au Cameroun, Rachidi, 2006 au Maroc ; Pottas, C.D., Smith-Hunter, 2013 au Ghana ; etc.). La femme, cheffe d'entreprise malienne est une femme mariée d'au moins 30 ans et s'est lancée dans les affaires pour satisfaire des besoins économiques, moralement soutenue par son entourage Kounta S.A (1997). Pour Rachdi F. (2006), il existe quelques différences significatives entre femmes entrepreneures en Occident et en Afrique, et 2016 il trouve que le réseau personnel des femmes entrepreneures est dense et constitué principalement de liens forts. Boussetta, M. (2011) sur « *L'Entrepreneuriat féminin au Maroc : environnement et contribution au développement économique et social* » trouve que l'entreprise est un élément fondamental du développement économique et social en tant que facteur essentiel de promotion de la croissance économique et de la lutte contre la précarité et la pauvreté.

Le rôle de l'entourage familial occupe une place prépondérante dans l'acte d'entreprendre Simen, S., & Diouf, I. D. (2013). Rachdi F. (2016) sur « *l'entrepreneuriat féminin au Maroc : une approche par le réseau personnel* », Rachdi, F., & Nice, E. D. H. E. C. (2006) sur « *L'entrepreneuriat féminin au Maroc : une étude exploratoire* ». Louhab, S., Tighilt, S., & Akerkar, A. E. (2016). *L'entrepreneuriat féminin en Algérie : motivations et contraintes, cas de*

la région d'Akbou », Hien, F. K. (2002) sur « L'entrepreneuriat féminin au Burkina Faso : une étude exploratoire ». Pour Biloa Fouda, C. N. (2014), les femmes entrepreneures maliennes se lancent en affaires jeunes entre 20 et 28 ans avec un financement provenant des fonds personnels ou familiaux. La femme entrepreneure travaille dans le secteur informel dans les petites entreprises et fait du commerce général comme activité principale souligne Salimakan KANTE (2020), lors de son étude sur « l'entrepreneuriat féminin au Mali : cas de la commune I du district de Bamako, etc. Oscar A. Meneye et F.A.G. Sateu (2017) a montré d'une part une existence de relation positive et significative entre le niveau d'instruction des femmes et la rentabilité des projets réalisés et d'autre part, l'existence d'une relation positive et signification entre la stabilité du recours aux sources de financement et l'augmentation de chiffre d'affaires au sein de l'entreprise. Bon nombre des problèmes auxquels se heurtent les firmes sont les mêmes pour tous les entrepreneurs Raveleau, B (2008). Benjamin B. et al. (2013) ont classé les femmes entrepreneures en cinq (5) grands types de créations : vocation, émancipation, conciliation travail-famille, le nouveau départ et la dernière chance.

Tous ces auteurs ont eu de visions similaires sur le rôle de cette thématique dans la lutte contre la pauvreté et l'épanouissement féminin et les difficultés que les femmes rencontrent dans la création et la gestion des entreprises et les contraintes sociétales du pays. Il est désormais indiscutable que l'entrepreneuriat féminin soit un sujet d'actualité à travers le monde et joue un rôle prépondérant dans le développement socioéconomique et culturel et la croissance du pays. Selon l'OCDE (2004), l'entrepreneuriat est considéré comme un déterminant majeur des performances économiques, s'agissant notamment des progrès dus à l'innovation. Il constitue un instrument efficace : **1.** Pour créer des emplois **2.** Augmenter la productivité et la compétitivité, mais aussi **3.** Lutter contre la pauvreté et atteindre des objectifs sociétaux, en ce sens qu'il aide certains segments de la population à se prendre en charge.

L'étude publiée en 2018 par le cabinet Roland Berger et Women in Africa sur « l'entrepreneuriat en Afrique : une voie vers l'émancipation des femmes ? » révèle que le taux d'entrepreneuriat féminin en Afrique est le plus élevé au monde. Ainsi, l'étude portant sur 54 pays d'Afrique révèle que 24% des femmes créent leurs entreprises. Ce taux atteint 26% en Afrique subsaharienne. Dans cette zone, les femmes sont susceptibles d'entreprendre deux fois plus que sur le reste du continent.

Cette revue de la littérature nous révèle que tous ces auteurs associés qualifient l'entrepreneuriat féminin comme un vecteur essentiel de lutte contre la pauvreté, créateur d'emploi, innovateur, créateur et développeur de nouveaux produits et par conséquent de nouveaux marchés, contributeur du développement socioéconomique. Ceux-ci nous conduisent à poser la question suivante : L'entrepreneuriat féminin malien est-il dans cette mouvance ?

De cette question principale découlent les questions spécifiques :

- Quelles sont les caractéristiques et les motivations de l'entrepreneuriat féminin malien ?
- Quelles sont les difficultés rencontrées lors de la création et le suivi de l'entreprise ?
- Comment faut-il remédier les contraintes ou les difficultés auxquelles font face les femmes entrepreneures maliennes ?

La recherche documentaire, les résultats des recherches de ces auteurs sur l'entrepreneuriat féminin, nos exploratoires des rapports d'informations statistiques des administrations publiques du Mali et nos analyses nous ont conduit à répondre à ces questions en formulant quelques hypothèses afin de les confirmer ou infirmer.

H1 : Le secteur informel est le pourvoyeur d'emploi au Mali ;

H2 : Les profils et les secteurs d'activités sont immenses ;

H3 : Les difficultés ou les contraintes demeurent malgré les motivations ;

H4 : Les perspectives ne peuvent être bonnes sans l'accompagnement de la société civile, du pouvoir politique et des partenaires au développement.

3. Méthodologie de recherche

3.1. Sources des données

Afin de répondre aux questions posées et vérifier les hypothèses, nous avons adopté une approche méthodologique axée sur la revue documentaire, la collecte des données au niveau des structures productrices d'informations statistiques des administrations publiques du Mali sur le marché du travail, sur l'entrepreneuriat féminin, etc. Les enquêtes statistiques comme l'Enquête Permanente Auprès des Ménages (EPAM), l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des ménages (EMOP) ont permis d'obtenir des informations pertinentes sur le marché du travail malien. L'EMOP produit de façon régulière et permanente des indicateurs pertinents sur la situation socio-économique des ménages, données nécessaires au suivi du CSCRP, des OMD et à la formulation de différentes politiques sectorielles. D'autres sont le Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH), le Recensement général de l'Agriculture, l'Enquête démographique et de santé (EDS), l'Enquête agricole de conjoncture (EAC), l'Enquête malienne d'évaluation de la pauvreté (EMEP), l'Enquête légère intégrée auprès des ménages (ELIM), etc.

La collecte des informations chiffrées ou non a permis de mieux discerner les enjeux de la thématique et d'opiner les perspectives de l'entrepreneuriat féminin. Les échantillons ont varié selon le milieu de résidence de la population (urbain et rural), selon les structures de production d'informations statistiques et les concepts socioéconomiques. Ces concepts sont les principaux indicateurs de l'entrepreneuriat féminin tout en se rapportant tantôt sur le cadre institutionnel, à la catégorie socioprofessionnelle, tantôt à l'activité ou à la situation dans laquelle se trouve les associations ou les groupements des femmes ou à leur collectif.

3.2. Variables et instruments de l'étude

Sur la base des données brutes dont dispose le Mali à travers l'Institut National de la Statistique (INSTAT) par le biais de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des ménages (EMOP) de la période allant de 2013 à 2020, nous avons identifié, analysé et interprété les enjeux et opine les perspectives de l'entrepreneuriat féminin au Mali. Les principales variables retenues dans ce cadre d'étude sont : le sexe, le groupe d'âge, le niveau d'instruction, secteur d'activité principale et secteur institutionnel. Nous avons identifié certains indicateurs clés du marché du travail des femmes actives, le secteur pourvoyeur d'emploi, proportions des femmes aux hommes en accordant une attention particulière aux profils, secteurs d'activités, les contraintes, etc.

Ce travail s'est voulu à la fois descriptif et analytique dont les documents de Microsoft Word/Excel ont été les outils principaux de la simple étude statistique descriptive et analytique. Sur la base de cette méthodologie, nous sommes parvenus à des résultats qui nous ont permis non seulement de savoir les enjeux, caractériser l'entrepreneuriat féminin au Mali et les contraintes liées à ce secteur afin de dégager les perspectives.

4. Femme Malienne sur le Marché de Travail

En attendant le cinquième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH5), la population du Mali est basée sur les projections obtenues à partir des données du dernier recensement effectué en 2009 au rythme de taux d'accroissement moyen annuel de 3.6%. Selon la Direction Nationale de la Population (DNP), la population malienne en 2020 était de l'ordre de 20 537 000 habitants. Elle s'est subdivisée presque à égalité entre femme (50,4%) et homme (49,6%). En 2020, les personnes en âge de travailler (15 ans et plus) étaient au nombre de 9 995 431 dont 53,3% des femmes. Cette structure varie quelque peu selon le milieu de résidence, la région administrative, la classe d'âge, le niveau d'instruction et le sexe. Parmi la population en âge de travailler, plus de six sur dix (63,3%) sont en emploi (79,1% pour les

hommes et 49,5% pour les femmes), un peu plus d'un tiers (34,3%) sont de la population hors main-d'œuvre et 2,4% sont au chômage. Le taux d'emploi informel est passé de 95,3% en 2019 à 97,2% en 2020.

Ces statistiques de 2020 de la DNP montrent que les femmes maliennes représentent aujourd'hui les 49,5% de la population active (15-64 ans), mais elles participent moins au marché du travail que les hommes. Les femmes peu instruites et éduquées manquent de formation sur les normes et standards internationaux pour leur permettre de passer des processus artisanaux aux processus industriels. L'histoire nous renseigne que leur faible participation apparente s'explique principalement par le poids des facteurs socioculturels. En effet, dans la majeure partie du pays, les tâches domestiques restent dévolues aux femmes. Elles sont dans les activités maraichères ou dans le jardin potager, dans le petit commerce dans les marchés locaux ou les grandes villes, les petites unités de transformations alimentaires, l'artisanat, etc. En dépit de leur courage exceptionnel à entreprendre, les activités économiques ne leur profitent très peu.

Ce tableau de taux de participation montre la position des femmes par rapport aux hommes sur le marché de travail de 2014-2020 dont la femme est sous représentée.

Tableau 1 : Taux de participation au marché du travail de 2014-2020

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taux global	24,7	19,8	20,5	21,1	12,3	15,5	15,7
Masculin	85,6	80,1	75,8	81	81,4	80,2	82,1
Féminin	64,8	61,8	49,9	59	55,1	52,3	51,4
Urbain	63	61,2	56,5	60	59,7	56,8	59,3
Rural	78,8	73,7	64	73	70,7	68,7	67,9

Source : Auteur, à partir des indicateurs de liste minimale de l'UEMOA, ONEF, 2020

Il existe un décalage entre l'offre et la demande sur le marché et des pratiques discriminatoires à l'égard des femmes entrepreneurs. L'économie informelle est sans aucun doute le principal employeur malien, tant pour les hommes que pour les femmes. Les femmes employées de manière informelle sont principalement présentes dans les activités de fin de chaîne, telles que la transformation des aliments pour la vente ambulante, et les ventes effectives (par exemple sur les marchés ou en tant que vendeurs ambulants).

Elles sont aujourd'hui plus nombreuses à occuper des activités informelles qui peuvent être sous-estimées. La quasi-totalité des emplois sont informels au Mali (97,2%) avec une moyenne de 98,4% pour les femmes et 96,4% pour les hommes³. Cette moyenne nationale cache des disparités au niveau des milieux. En effet, le taux d'emploi informel est plus élevé dans le milieu rural (98,8%) avec 99,4% des emplois occupés par les femmes contre 98,4% chez les hommes, milieux dans lesquels il dépasse la moyenne nationale. Les jeunes femmes de la tranche d'âge comprise entre 15-24 ans sont majoritairement représentées dans l'emploi informel avec 99,7%, suivies de la tranche de plus de 64 ans soit (99,5%) de femmes contre 99,2% des hommes. Plus de sept employés sur dix (72,6%) travaillent dans les entreprises privées informelles et près du quart des employés (24%) travaillent comme personnel de maison.

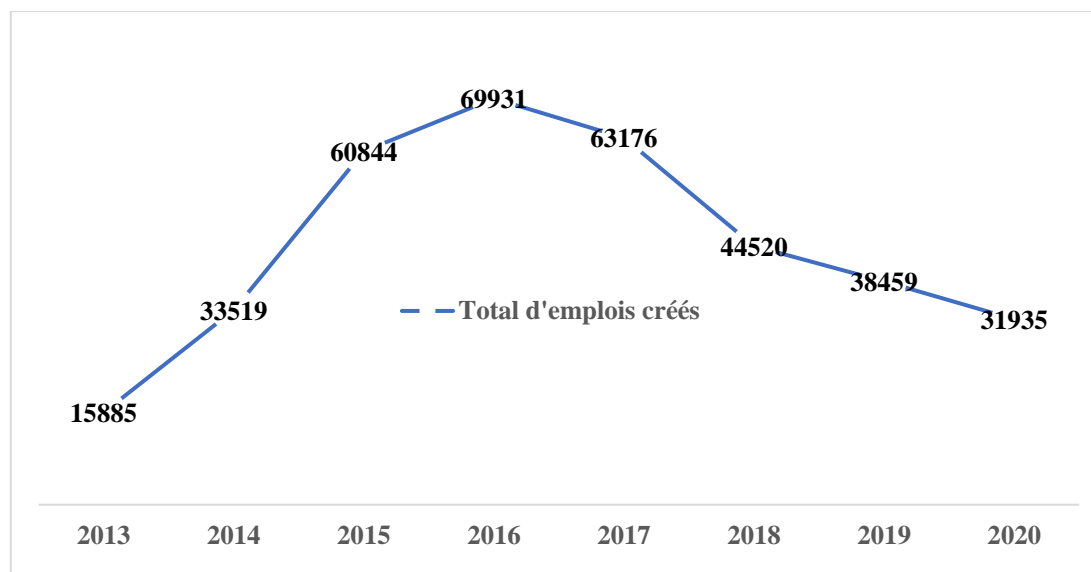
Le faible niveau d'éducation de la population a un lien avec l'emploi informel. L'emploi informel passe presque 99,7% pour les sans niveau d'instruction à 57,0% pour ceux qui ont le niveau secondaire. Exception faite du niveau supérieur avec 61,1%. Le taux d'emploi informel des hommes baisse plus vite avec le niveau d'instruction que celui des femmes. Cependant on remarque que le taux d'emploi informel atteint son plus bas niveau au secondaire pour les femmes et au supérieur pour les hommes.

³ ONEF, à partir des données EMOP 2020

5. Évolution de la création d'emploi au Mali

On note au Mali deux grands secteurs pourvoyeurs d'emplois : le secteur privé d'une part, et le secteur public d'autre part constitué de permanents, des projets et de programme et d'auto emplois créés par les agences publiques d'insertion. De 2013 à 2019, les recrutements dans la fonction publique reculent fortement alors qu'ils restent quasi stables dans le secteur privé. À partir de l'évolution de la création d'emploi de 2013 à 2019, les résultats de l'estimation d'un modèle économétrique simple nous ont permis d'estimer le nombre de créations d'emplois par le secteur public et privé puis connaître le total d'emplois créés en 2020 comme l'indique le graphique ci-dessous.

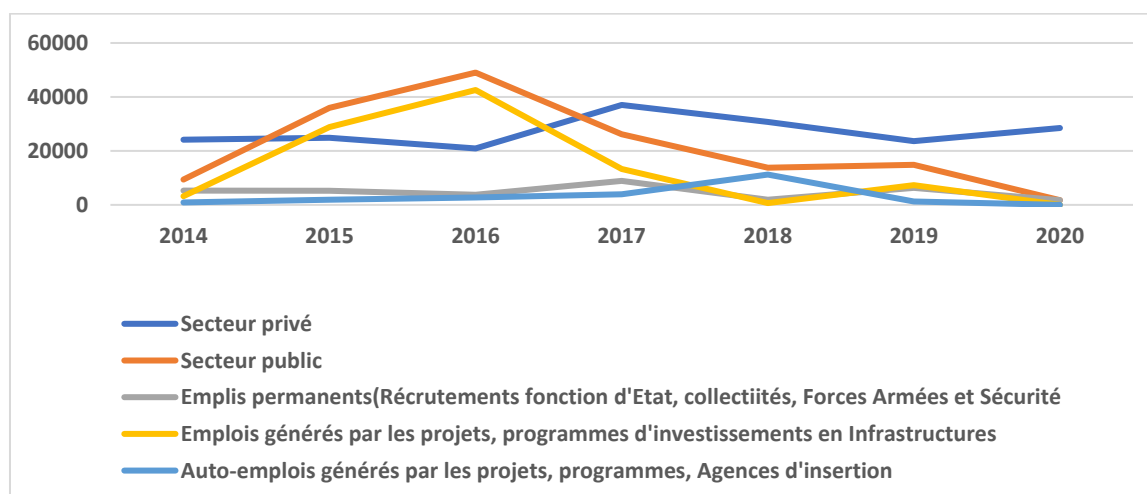
Graphique 1 : Évolution des emplois créés au Mali de 2013-2020



Source : Auteur, à partir des données collectées auprès des points –focaux et auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT) 2013-2019 et ONEF (2020)

Globalement, le nombre d'emplois créés diminue de 2016 à 2020. Il est passé de 69931 emplois en 2016 à 30199 emplois en 2020. Cette diminution est beaucoup remarquable pour le secteur public et le secteur d'emplois générés par les projets, programmes d'investissements en infrastructures comme l'indique le graphique ci-dessous.

Graphique 2 : Évolution des emplois créés par secteur entre 2013 et 2020



Source : Auteur, à partir des données collectées auprès des points –focaux et auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT) 2013-2019 et ONEF (2020)

Visiblement à partir 2016, on voit que le secteur privé a créé plus d'emplois que le secteur public. En 2016, le secteur public a largement créé, atteignant un sommet remarquable de 49023 emplois avec une tendance similaire de celle d'emplois générés par les projets, programmes d'investissements en infrastructures. Bien qu'elle ait subi une allure descendante à partir de 2018 et à zéros emplois en 2020, on remarque qu'une similarité aussi de tendance d'employabilité du secteur auto-emplois générés par les projets, programmes, Agences d'insertion à celle du secteur privé. Le secteur privé suivit sa progression.

6. Les proportions d'emplois-femmes entre 2013-2019

6.1. Catégorie Socioprofessionnelle (CSP)

Les groupes de la CSP sont constitués en respectant la distinction entre emploi rémunéré et emploi à titre indépendant :

- Emploi rémunéré : emploi pour lequel il existe un contrat, qui précise une rémunération indépendamment du revenu de l'unité émettrice de ce contrat ;
- Emploi à titre indépendant : emploi dont la rémunération est directement dépendante du bénéfice réalisé par l'unité émettrice du contrat, qui est alors une entreprise individuelle. Cet emploi est exercé par un individu qui est soi patron (il est alors responsable de la bonne tenue de l'entreprise), soit membre non salarié du même ménage que le patron.

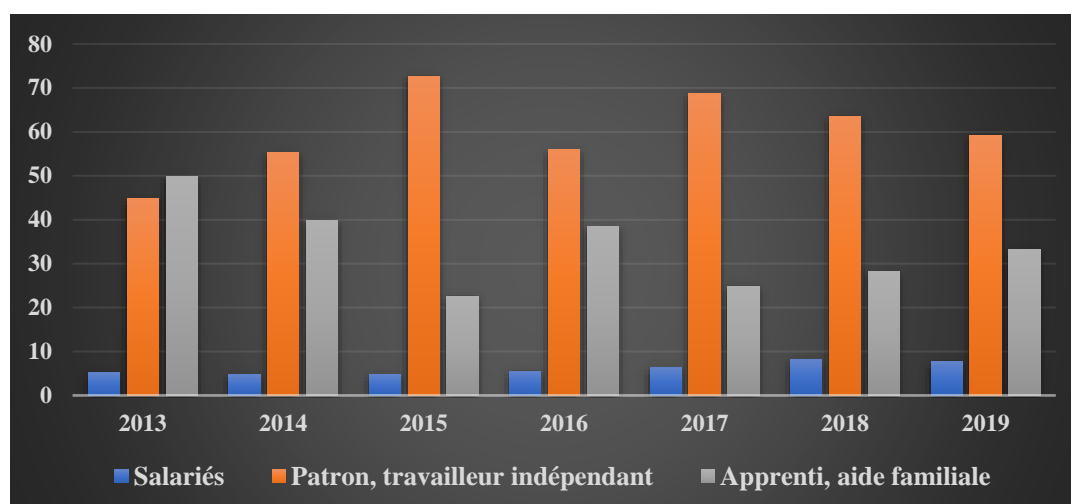
Tableau 2 : Emploi par sexe selon la CSP de 2013-2019

		2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019	
		H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F		
Catégorie Socio - professionnelle	Salariés	12	5,2	12,6	4,7	13,7	4,8	14,6	5,5	15,3	6,3	14	8,1	11,8	7,7
	Patron, Travailleur indépendant	41,2	44,9	53,5	55,3	65	72,7	62	55,9	61	68,8	58,6	63,6	61,7	59,1
	Apprenti, aide familiale	46,8	49,9	33,9	39,9	21,3	22,5	23,4	38,5	23,8	24,9	27,4	28,2	26,6	33,2

Source : Auteur, à partir des données de EMOP 2013-2019

Les deux sexes salariés sont faiblement représentés dans la catégorie socioprofessionnelle entre 2013 et 2019 avec des proportions variantes entre 11,8% et 15,3% pour les hommes et encore moins pour les femmes dont les proportions varient entre 4,7% et 8,1%, presque la moitié des proportions hommes. Les proportions sont similaires dans les catégories confondues « Patron, Travailleur indépendant » et « Apprenti, aide familiale » avec une légère dominance du sexe féminin.

Graphique 3 : Emploi des femmes selon la CSP de 2013-2019



Source : Auteur, à partir des données de EMOP 2013-2019

Le graphique ci-dessus illustre les tendances d'emplois du sexe féminin dans la catégorie socioprofessionnelle de 2013 à 2019. Les femmes salariées sont sous-représentées par rapport aux deux autres secteurs de la catégorie.

6.2. Le secteur institutionnel

Le cadre institutionnel est un déterminant majeur du secteur informel. Les secteurs institutionnels regroupent les unités institutionnelles ayant des comportements économiques similaires caractérisés par leur fonction principale et la nature de leur activité. Il est constitué fondamentalement du public, du privé, de la société civile, de l'organisme international et du ménage. Le milieu urbain est celui le plus touché par l'emploi informel par secteur institutionnel. La prédominance du secteur informel met en danger le respect des règles, règlements et codes de conduite pouvant garantir un traitement égal à tous les acteurs. Comme ressort de Damasio « La plupart des gens qui entrent dans le système d'économie informelle ne le font pas par choix, mais par nécessité, ils ont besoin de survivre et d'avoir accès à des activités qui leur permettent d'obtenir un revenu de base ». Les points faibles du climat des affaires et du cadre réglementaire incitent les entreprises à opter pour le statut informel. Selon l'OCDE (2009), les travailleurs informels gagnent moins et leurs droits fondamentaux sont plus menacés et difficiles à défendre.

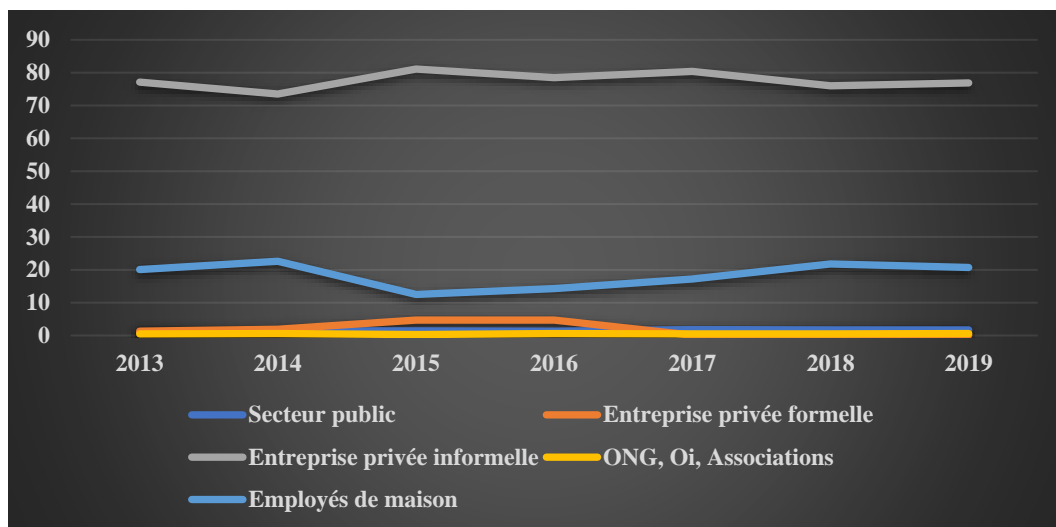
Tableau 3 : Emplois par sexe selon le secteur institutionnel de 2013-2019

		2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019	
		H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Secteur Institutionnel	Secteur public	3,2	1,0	3,9	1,4	4,4	1,4	4,3	1,3	4	1,8	4,4	1,7	3,1	1,7
	Entreprise privée formelle	4,0	1,3	5,3	1,9	6,1	4,7	5,4	4,7	0,5	0,1	0,5	0	0,4	0,1
	Entreprise privée informelle	61,7	77,1	63,9	73,5	71,0	81,1	73,8	78,5	75,7	80,4	76,0	76	75,6	76,9
	ONG, OI, Associations	0,5	0,5	1,9	0,6	2	0,3	1,2	0,6	2,5	0,5	0,7	0,5	1,4	0,6
	Employés de Maison	30,6	20,1	25	22,6	16,4	12,5	15,4	14,3	17,3	17,2	18,3	21,8	19,4	20,7

Source : Auteur, à partir des données de EMOP 2013-2019

Quel que soit le sexe, le secteur informel occupe une position centrale dans le processus de croissance et de développement économique au Mali. Comme illustre le tableau ci-dessus, les entreprises privées informelles ont employé au moins 60% tout sexe confondu. Dans les entreprises privées informelles, les femmes sont majoritaires que les hommes de 2013 à 2019. Il n'est pas étonnant que la plupart des entreprises maliennes exercent dans le secteur informel qui constitue plus de 99% des entreprises maliennes et ce secteur emploie plus de 95% des travailleurs maliens (API Mali, 2017 :35). Le secteur informel contribue à la formation du Produit Intérieur Brut malien pour près de 60% (API Mali, 2017 :35). Le secteur institutionnel constitue le pourvoyeur d'emploi partout dans le monde quel que soit le niveau de développement d'un pays. Il est appréhendé à travers l'unité de production dans laquelle l'emploi est exercé.

Graphique 4 : Emplois par sexe féminin selon le secteur institutionnel de 2013-2019



Source : Auteur, à partir des données de EMOP 2013-2019

Le graphique ci-dessus montre que les femmes sont majoritaires dans l'entreprise privée informelle du secteur institutionnel. Leur représentativité dans l'emploi de maison est significative. Il faut noter la classification de l'emploi dans le secteur informel distingue les personnes :

- Travaillant exclusivement dans le secteur informel ;
- Ayant leur emploi principal dans le secteur informel et un emploi secondaire dans un autre secteur ;
- Ayant leur emploi secondaire dans le secteur informel et leur emploi principal dans un autre secteur.

En tout état de cause, on enregistre des proportions considérables variant entre 77,1% et 81,1% des femmes travaillant dans l'entreprise privée informelle.

6.3. Le Secteur d'activités

Les secteurs d'activités économiques au Mali sont, entre autres, l'agriculture (secteur primaire), l'industrie (secteur secondaire), le commerce et les services (secteur tertiaire).

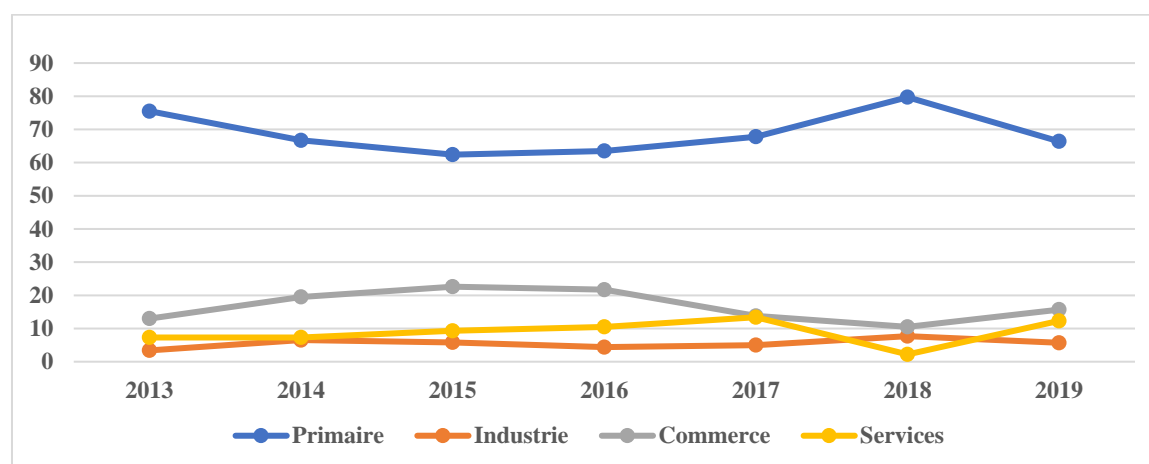
Tableau 4 : Emplois par sexe selon le secteur d'activités de 2013-2019

		2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019	
		H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Secteur d'activités	Primaire	71,7	75,5	66,8	66,7	62	62,4	65,4	63,5	72,8	67,8	58,6	79,7	67,1	66,4
	Industrie	8,7	3,4	9,3	6,5	10,3	5,8	8,6	4,4	9,9	5,0	18,7	7,7	8,5	5,7
	Commerce	7,1	13	9,9	19,5	11	22,6	9,7	21,7	6,9	13,8	13,1	10,5	9,8	15,7
	Services	12,5	7,3	14	7,3	16,7	9,3	16,4	10,5	10,4	13,4	9,5	2,2	14,6	12,3

Source : Auteur, à partir des données de EMOP 2013-2019

Les résultats du tableau illustrent que le marché du travail dans le secteur d'activités est largement dominé par le secteur primaire qui totalise entre 62% et 79,7% pour les femmes et entre 58 et 72,8% pour les hommes des emplois, soit plus de 6 emplois sur dix. Le secteur primaire est suivi par le commerce, des proportions variantes entre 13% et 22,6% pour les femmes contre 6,9% à 13,1% pour les hommes de la période allant 2013 à 2019.

Graphique 5 : Emplois par sexe féminin selon le secteur d'activités de 2013-2019



Source : Auteur, à partir des données de EMOP 2013-2019

Comme l'indique le graphique ci-dessus, le secteur primaire domine largement les autres catégories de secteur d'activités, suivi du commerce. Les femmes sont largement sous représentés dans l'industrie, des services. Le fossé entre les femmes et les hommes est important et considérable au Mali, à la fois en termes d'opportunités économiques et de capacité à recevoir une éducation égale et à acquérir des qualifications et des compétences pour un emploi décent.

7. L'entrepreneuriat féminin au Mali

7.1. Concepts de l'entrepreneuriat féminin malien

L'entrepreneuriat renvoie à trois notions : l'entrepreneur, l'entreprise et l'esprit d'entrepreneuriat. L'entrepreneur est un chef d'entreprise formelle ou informelle qui crée et fait fonctionner l'entreprise. L'esprit d'entreprise aboutit à l'émergence d'idées ou de projets d'entreprises ou encore à l'innovation dans des entreprises existantes. Ce vaste champ d'activités où se mêlent à la fois opportunité, sens des affaires, prise de risques, innovation, invention et créativité, intuition, persévérance, sens de l'organisation, etc., pour aboutir à la création de richesses. La création et le développement des entreprises sont deux réponses essentielles aux enjeux auxquels sont confrontées les entreprises. Bien qu'il existe plusieurs définitions liées à l'entrepreneuriat, nous pouvons le définir comme l'action de créer la richesse et/ou l'emploi par la création ou la reprise d'une entreprise. Selon Adebayo et Nassar, (2014) c'est un moteur économique majeur

qui permet de lutter contre la pauvreté et de mieux répartir la richesse tant dans les pays développés que dans ceux en développement.

Dans la plupart des pays en développement et au Mali en particulier, la femme occupe une place de choix dans la réalisation des objectifs de développement. Longtemps restée sous la pesanteur socioculturelle et religieuse du pays et au niveau de faible d'instruction, la femme malienne tend de nos jours à être de plus en plus prise en considération dans la mise en œuvre des mécanismes de croissance du pays. La dynamique entrepreneuriale représente l'évolution et le changement que peut connaître l'activité économique d'un pays. Cette dynamique passe par la création de nouvelles organisations, le développement d'organisations existantes, et n'exclut pas leur liquidation, ce qui peut expliquer le renouvellement du système productif.

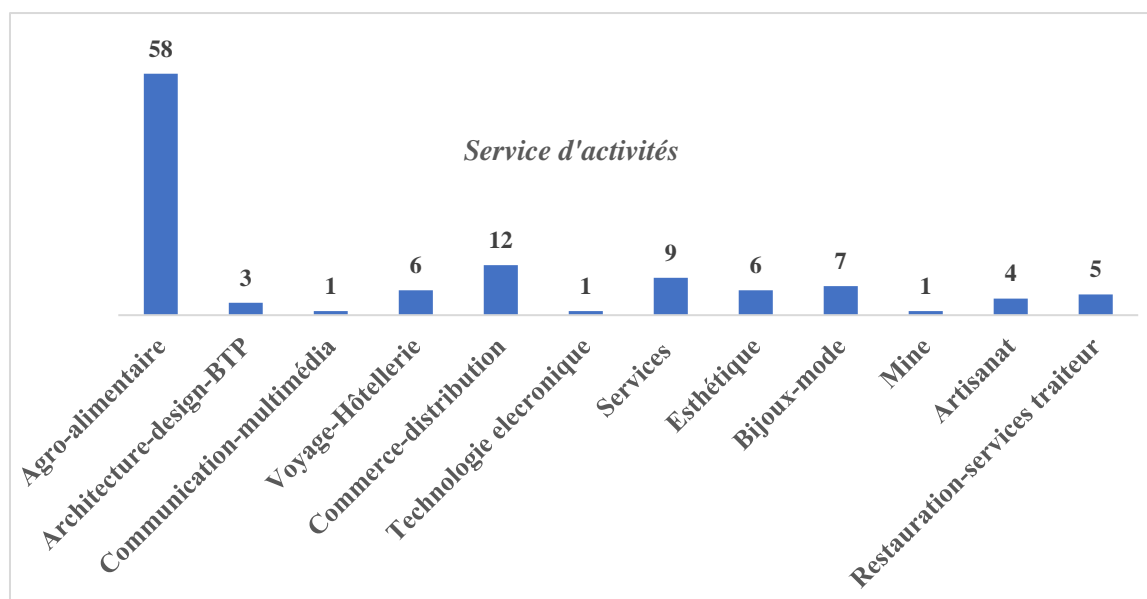
Les femmes sont plus dans une situation de sous-emploi que les hommes. La dominance de l'emploi informel se traduit par la part importante des entreprises privées informelles dans la répartition institutionnelle de l'emploi. Selon les résultats du tableau ci-dessus du secteur institutionnel montrent qu'entre 2013 et 2019 au moins 71% des emplois du secteur privé informel sont occupés par des femmes. Elles sont pour la plupart concentrées dans les emplois précaires, notamment parmi les travailleurs à leur propre compte (indépendantes) et les aides-familiales, comme l'indique le tableau ci-dessus de l'emploi par sexe selon la CSP de 2013-2019. Comme les femmes représentent un réel potentiel entrepreneurial qui est loin d'être négligeable, mais encore largement sous-exploité, l'état et les organismes de développement, conscients de l'importance de leur apport dans la privatisation, se sont plus orientés vers elles. C'est pourquoi les gouvernements donnent une importance capitale à l'activité entrepreneuriale et tentent de mettre en place des politiques de stimulation, d'aide et d'accompagnement destinées aux entrepreneurs et aux porteurs de projets.

7.2. Les caractéristiques des femmes entrepreneures maliennes

Très peu de recherches ont été conduites sur l'entrepreneuriat féminin au Mali. Les femmes entrepreneures du Mali sont pour la plupart dans les capitales régionales et le district de Bamako, mariées, avec un niveau inférieur à la licence et avec prédominance de sans niveau et analphabètes. L'aventure entrepreneuriale des femmes maliennes s'inscrit majoritairement dans une stratégie de survie. C'est-à-dire elles conçoivent l'entrepreneuriat comme une activité annexe qui permet de couvrir les petites dépenses familiales. Elles sont principalement présentes dans les activités informelles de fin de chaîne de valeur (transformation des aliments pour la vente dans la rue, les marchés, etc.). Elles disposent d'un savoir-faire majoritairement acquis par les apprentissages informels sur le tas et par la transmission « Mère-Fille » avec le soutien marital et familial tant financier que moral. Les entreprises sont plus artisanales qu'industrielles, ce qui réduit la valeur ajoutée et l'impact sur l'économie dont il est difficile de développer les businesses. Les statistiques fiables manquent pour déterminer les activités entrepreneuriales menées par des femmes ou le suivi du gouvernement.

La contribution des femmes de la tranche d'âge et d'aucun niveau d'éducation est substantielle beaucoup plus élevée au niveau de la préparation des repas, de la garde des enfants et de l'entretien des maisons. En milieu urbain, la femme malienne ne se démarque pas de la condition en général des femmes africaines. Même instruites, elles subissent les mêmes contraintes d'indisponibilités liées à des responsabilités familiales, au refus des conjoints pour les horaires tardifs ou les voyages, etc. ONU femmes dans sa plateforme a recensé 113 entreprises qui sont toutes dans les centres urbains. Ces entreprises féminines évoluent dans des secteurs divers allant de l'agroalimentaire à la restauration en passant par l'architecture, l'artisanat et le tourisme, l'hôtellerie, le commerce général, etc... Elles excellent dans tous les secteurs économiques et se battent malgré les difficultés de financement dont elles font face.

Graphique 6 : Catégorisation des entreprises féminines en milieu urbain



Source : Auteur, à partir des données de ONU Femmes

Ce graphique montre une présence timide des femmes dans le secteur secondaire, c'est surtout dans l'agro-alimentaire que la présence des femmes est plus importante avec le développement de l'entrepreneuriat féminin, suivi du commerce-distribution et services. La transformation agroalimentaire (transformation du lait, transformation des céréales, transformation des produits oléagineux, maintenance, etc.), la production et la commercialisation des produits piscicoles sont des domaines phares de l'entrepreneuriat féminin du Mali où les femmes écument les chaînes de valeur agro-sylvo pastorale. Les 113 entreprises enregistrées par ONU Femmes sont des entreprises formelles. Il existe cependant des milliers de femmes qui prospèrent dans le secteur informel utilisant des systèmes traditionnels de financement comme les tontines, mais aussi, pour certaines les plus audacieuses, font recours aux systèmes financiers décentralisés SFD pour financer leurs activités à travers de micro-crédits.

7.3.Évolution des femmes entrepreneures dans le secteur informel

Les constats révélés par les enquêtes, études et évaluations faites au cours de ces dernières années indiquent que l'écart entre les garçons et les filles, les hommes et les femmes, est encore important, et ce, dans des domaines stratégiques comme, l'éducation, la santé, l'économie et la gouvernance. L'exploration des informations des structures publiques du Mali sur le marché de travail montre que la majeure partie des femmes entrepreneures évoluent dans le secteur informel. Le tableau ci-dessous illustre que le faible niveau d'éducation de la population a un lien avec l'emploi informel.

En effet, il est démontré que le taux d'emploi informel diminue au fur et à mesure que le niveau d'éducation augmente. L'emploi informel passe presque 99,7% pour les sans niveau d'instruction à 57,0% pour ceux qui ont le niveau secondaire. Exception faite du niveau supérieur avec 61,1%. Le taux d'emploi informel des femmes est plus élevé que celui des hommes. De même, ce taux d'emploi informel des hommes baisse plus vite avec le niveau d'instruction que celui des femmes. Cependant on remarque que le taux d'emploi informel atteint son plus bas niveau au secondaire pour les femmes et au supérieur pour les hommes.

Tableau 5 : Taux d'emploi informel selon le sexe (%)

		Homme	Femme	Total
Education	Aucun	99,7	99,8	99,7
	Fondamental	96,3	98,6	97,1
	Secondaire	58,4	52,7	57,0
	Supérieur	59,2	66,6	61,0

Source : ONEF, à partir des données de l'EMOP, 2020

Au milieu rural, malgré l'ampleur et la nature des disparités dans l'exploitation des terres agricoles, depuis quelques années on constate que les femmes sont de plus en plus attributaires de parcelles dans les zones aménagées (Office du Niger). Toutefois, des groupes de femmes plus ou moins structurés sont spécialisés dans des activités d'accompagnement des cultures de rente, notamment la récolte du coton en zone cotonnière, la culture de l'échalote, le repiquage et le battage en zone rizicole qui sont des activités exclusivement féminines. Mais, il faut noter qu'avec le niveau d'instruction dont disposent les femmes rurales, les difficultés de gestion et d'organisation empêchent ces groupements ruraux d'émerger à la hauteur de leurs souhaits.

7.4. Les facteurs motivationnels

Les motivations ayant déclenché la démarche de création d'entreprise sont multiples et étroitement imbriquées. Il est généralement impossible d'identifier, dans les parcours féminins, une seule et unique raison ayant motivé à la création d'entreprise. Pour un bon nombre de femmes, la décision de créer une entreprise s'inscrit dans un parcours marqué par la précarité professionnelle, des raisons économiques. Les motivations à la création d'entreprise font souvent de révélatrices des tensions qui traversent les femmes (entre désir de s'épanouir personnellement et besoin de s'assurer un revenu minimum, entre désir de passer du temps en famille et volonté de se réaliser professionnellement). Elles oscillent entre nécessité, choix de réaliser familialement et recherche d'un épanouissement personnel. La démarche de création d'entreprise permet ainsi de reprendre le contrôle de sa vie professionnelle, la volonté d'une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie familiale.

Les études antérieures comme celle réalisée en 2018 dans les 54 pays d'Afrique par le cabinet Roland Berger et Women in Africa sur : « l'entrepreneuriat en Afrique : une voie vers l'émancipation des femmes ? », ont montré que les femmes font l'entrepreneuriat pour des fins de subsistance car elles n'ont pas d'autres alternatives puis qu'elles ont un accès limité du travail et que les femmes préfèrent évoluer dans de petites entreprises. Elles sont motivées pour subvenir aux besoins de leur famille, faire face aux difficultés de trouver un emploi. Le désir de liberté, le besoin d'indépendance ou autonomie financière, la mise en pratiques des connaissances acquises, se rattraper aux échecs ou faibles niveaux d'instruction, etc. sont aussi des facteurs motivationnels.

8. Les Contraintes et difficultés rencontrées par les femmes entrepreneures maliennes

De nombreuses contraintes entravent l'épanouissement des femmes dans le développement de leurs initiatives privées dont : les contraintes liées à l'environnement des affaires ; la faible expertise des femmes dans le montage de projets, la faiblesse des compétences managériales, l'accès à l'information et à la technologie ; l'accès aux sources de financement et aux marchés porteurs, la place descendante ou le rôle de la femme dans la société. Il est clair que l'environnement entrepreneurial nécessite davantage de connaissances et de compétences, ainsi qu'un changement fondamental des comportements et des attitudes à l'égard de l'entrepreneuriat en général. En outre, il conviendrait de mettre davantage l'accent sur un accès équitable à

l'entrepreneuriat et aux capitaux pour soutenir la croissance de l'économie et encourager l'innovation.

L'accès au financement demeure un principal obstacle lors de la création de l'entreprise au regard des exigences et attentes du système bancaire et autres institutions financières. L'obtention de crédit a été aperçue par Schwartz (1979) ; cité par Rachdi, F., Nice, E. D. H. E. C. (2006) comme l'une des difficultés rencontrées par les femmes entrepreneures. La plupart des entrepreneures au Mali ont recours à la micro finance ou aux tontines pour financer leurs activités. La limitation de ces fonds ne permet pas aux entreprises d'atteindre une certaine envergure. Il existe cependant des milliers de femmes qui prospèrent dans le secteur informel utilisant des systèmes traditionnels de financement comme les tontines, mais aussi, pour certaines les plus audacieuses, font recours au Système Financier Décentralisé (SFD) pour financer leurs activités à travers de micro-crédits.

Il faut noter les contraintes psychologiques liées à la motivation et à la confiance des femmes en elles-mêmes, celles liées aux mesures d'accompagnement et d'appui sociaux (soutien familial), à l'incohérence politique (crise sociopolitique), aux besoins de formation, à la conciliation travail et maisons, etc. L'OCDE (2004 :45) souligne également que dans des pays comme le Bangladesh, le Mali ou le Sénégal en raison d'obstacles juridiques et culturels, il est impossible ou du moins très difficile, pour les femmes d'économiser assez pour créer une entreprise ou réinvestir dans la croissance d'une entreprise. Le corollaire de tout ceci est le faible niveau d'instruction de la femme qui la rend moins compétitive sur le marché de l'emploi et dans l'exercice de l'activité entrepreneuriale. En effet, entreprendre aujourd'hui ne relève plus d'un savoir-faire transmissible de génération en génération, il s'agit d'un processus qui allie de plus en plus expérience et instruction. A compétences égales, les hommes et les femmes ont un sentiment différent par rapport à leur aptitude à devenir ou à la peur d'échouer.

Comme le domaine phare de l'entrepreneuriat féminin au Mali est le secteur agricole, du point de vue de leur condition sociale du travail et des réalités liées aux coutumes, elles ont un accès limité non seulement à la propriété foncière et à la succession, mais aussi à l'exercice d'une certaine classe d'activités. Cette disparité sociale du travail pèse lourdement dans l'organisation de la production des cultures vivrières destinées en priorité à la subsistance de la famille. Ces barrières sociales et culturelles entravent la création d'entreprise formalisée aux femmes, surtout dans les régions hors de Bamako. Elles sont de par leurs responsabilités familiales et éprouvent des difficultés quant à la pleine consécration de leur énergie, leur volonté et leur temps dans les affaires. Apporter un appui et une réglementation dans le secteur informel permettra aux femmes d'optimiser leur travail et d'augmenter les revenus.

9. Implications des politiques Economiques du Mali

9.1. Stratégies et politiques Economiques du Mali

Pour matérialiser la participation des femmes dans les activités socio-économiques, plusieurs projets et programmes appuyaient et appuient le secteur de l'entrepreneuriat féminin au Mali. Il s'agit notamment du Fonds de Développement Economique (FDE), l'Unité d'Appui et de suivi de la Stratégie de Développement du Secteur Financier (UAS/SDSF), Financement Inclusif des filières Agricoles (projet INCLUSIF), le Projet de Financement Agricole et Rurale au Mali (FARM), le Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Épanouissement de l'Enfant (FAFEE), le programme Finance pour la Sécurité Alimentaire et l'Entrepreneuriat (FFSWE) le programme d'Appui à l'autonomisation des femmes dans la chaîne de valeur du karité, la Loi sur le Foncier agricole qui octroie au moins 15% des surfaces aménagées par l'État et les Collectivités aux Femmes, le Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA) qui octroie 15% au moins aux Femmes et aux jeunes ruraux (source : Version finale CREDD 2019-2023). De janvier 1997 le projet DEFSAM est devenu un important partenaire de référence dans le

cadre de la promotion de l'entrepreneuriat féminin, afin d'améliorer la compétitivité des entreprises féminines dans le secteur de l'agro-alimentaire.

Faces aux difficultés qu'elles rencontrent sur le plan financier, plusieurs institutions financières soutiennent les femmes entrepreneures sous diverses formes, il s'agit des banques comme la Banque nationale de développement agricole (BNDA), Compagnie Financière Africaine (COFINA), CORIS BANK, Orabank, des institutions microfinances comme Soro Yiriwaso, et l'engagement de la Banque Atlantique Mali dans le financement de l'entrepreneuriat féminin, à travers La mise en place d'un dispositif d'information et de communication efficace sur l'importance et les procédures de la formalisation de l'entreprise auprès des femmes est nécessaire pour le respect des engagements. L'Agence de Promotion des Investissement (API) a été créée aussi pour fournir l'appui aux investisseurs et pour raccourcir les délais et le processus de création et de formalisation des entreprises afin que ses interventions au service des promoteurs d'entreprises soient de plus en plus efficaces.

9.2. Les perspectives

Le faible niveau d'éducation de la population a un lien avec l'emploi informel, d'où la nécessité de soutenir une politique d'éducative inclusive et de promouvoir une politique fiscale incitative en vue de faciliter le passage d'une économie informelle à une économie beaucoup plus formelle, gage de réduction de taux de l'emploi informel. Il faudra aussi, dès lors, renforcer la fondation de cette société en éliminant de manière durable toutes les inégalités qui sont à la base des différences de situation, de statut et de position des enfants, filles et garçons, des adolescents et adolescentes, des femmes et des hommes dans la famille, la communauté et la société conformément aux objectifs de développement durable (ODD) et à l'Agenda 2063.

L'entrepreneuriat d'un point de voir formel est tout nouveau au Mali. Malgré le caractère informel de leurs activités, les femmes jouent un rôle important dans les activités socio-économiques des communautés, « elles possèdent des masses substantielles de fonds que la plupart de ceux œuvrant dans les secteurs dits formels ne sont en mesure d'avoir » (Alayé, 1991 :9). Bien que le Mali pays ne dispose pas de données fiables concernant les entrepreneures, mais un grand nombre des femmes évoluent dans le secteur informel. Comme le disait Chloé Elise Rismann (2021)⁴ « Au Mali, de nombreuses femmes exercent déjà de petites activités génératrices de revenus pour leur famille. Souvent, ces activités ne sont cependant pas perçues comme étant de l'entrepreneuriat étant donné qu'elles ne sont pas officialisées. Le défi principal est donc d'officialiser ces activités.

Au regard du rôle important qu'elles jouent dans la création d'entreprise, il est de l'intérêt de la nation d'aider, de stimuler les femmes à donner leur pleine mesure dans le domaine entrepreneurial. Les femmes ont généralement de petites entreprises à propriétaire unique et demeurent d'importants employeurs, et les salariés sont en général des parents, des membres de la famille. Celles du secteur formel sont peu nombreuses. Cette situation entrave son épanouissement et diminue sa capacité de participer à la vie de la nation. Avec les mesures d'accompagnement du gouvernement, de la société civile et des partenaires au développement, il s'avère important que les petites entreprises par ces femmes entrepreneures se prospèrent avec de nouvelles perspectives. Comme le montre le graphique 5 ci-dessus, les femmes sont largement sous représentés dans l'industrie. Une orientation des femmes entrepreneures vers le secteur industriel créera non seulement de valeur et de richesse, mais aussi une plus grande autonomisation des femmes.

⁴ Chloé Elise Rismann, Conseillère Communication & Sexospécificité Swisscontact Mali 08/03/2021

10. Conclusion

La présente étude nous a permis de comprendre les enjeux de l'entrepreneuriat féminin au Mali et d'envisager les perspectives. Les secteurs d'activités des femmes maliennes sont immenses dont les motivations sont multiples et étroitement imbriquées. Certaines femmes sont motivées par le besoin d'indépendance ou d'autonomie financière lors de la création de leurs entreprises ; d'autres pour subvenir aux besoins de leurs familles, pour faire face à la difficulté de trouver un emploi, la mise en pratique des connaissances acquises, se rattraper aux échecs ou faibles niveaux d'instruction, etc.

Il ressort de l'étude que le secteur informel est le pourvoyeur d'emploi. C'est dans ce secteur où évolue une grande partie des femmes entrepreneures. L'agroalimentaire constitue la principale activité. Il s'agit de la transformation du lait, des céréales, transformation des produits oléagineux, maintenance, etc., la production et la commercialisation des produits piscicoles. Celles qui exercent dans le secteur formel possèdent des entreprises individuelles de petite taille. De nombreuses contraintes entravent l'épanouissement des femmes dans le développement de leurs initiatives privées. Il s'agit des contraintes liées à l'environnement des affaires ; la faible expertise des femmes dans le montage de projets, la faiblesse des compétences managériales, l'accès à l'information et à la technologie ; l'accès aux sources de financement et aux marchés porteurs, des difficultés pour établir et élargir les marchés, le manque d'expérience et de qualifications en matière de gestion, la place ou le rôle de la femme dans la société, des attitudes et des compétences variables dans le domaine de l'informatique ainsi que les contraintes administratives ou réglementaires.

L'entrepreneuriat féminin est un levier de réduction de chômage et de la pauvreté produisant davantage des résultats socio-économiques. Bien que plusieurs projets et programmes appuient le secteur de l'entrepreneuriat féminin au Mali, pour matérialiser la participation des femmes dans les activités socio-économiques, la recherche et l'identification des contraintes et des propositions de cet entrepreneuriat et le développement des entreprises sont un impératif. Apporter un appui et une réglementation dans le secteur informel permettra aux femmes d'optimiser leur travail et d'augmenter les revenus. Comme dans le secteur primaire, leur orientation dans le secteur industriel avec des mesures d'accompagnement peut non seulement créer de valeur ajoutée et de richesse, mais aussi crée une plus grande autonomisation des femmes avec de nouvelles perspectives.

Références

- (1) African Policy Dialogue Mali (APD-Mali, 2021) / Note Conceptuelle « Increasing Women entrepreneurship in Mali.
- (2) Benjamin Badia et al. (2013) « Les freins et obstacles à l'entrepreneuriat féminin », Étude qualitative auprès de créatrices d'entreprise dans l'agglomération de Nancy FORS-Recherche Sociale | « Recherche sociale » 2013/4 N° 208 | pages 7 à 57 ISSN 0034-124X.
- (3) Biloa Fouda, C. N. (2014). Dynamisme entrepreneurial des femmes camerounaises : études de cas de développement d'entreprise (Doctoral dissertation, Bordeaux).
- (4) Boussetta, M. (2011). Entrepreneuriat féminin au Maroc : environnement et contribution au développement économique et social. Dakar, Investment Climate and Business Environment Research Fund. Report No. 10/11.
- (5) Brush, C. G. (1992). Research on women business owners: Past trends, a new perspective and future directions. *Entrepreneurship: Theory and Practice*, 16(4), 5-31.
- (6) Brush, C.G. (2006), « Women entrepreneurs: A research overview », *The Oxford handbook of entrepreneurship*, eds., M. Casson, B. Yeung, A. Basu, and N. Wadson, 611-28. Oxford: Oxford University Press.

- (7) Carrier, C., Julien, P. A., & Menvielle, W. (2006). Un regard critique sur l'entrepreneuriat féminin : une synthèse des études des 25 dernières années. *Gestion*, 31(2), 36-50.
- (8) COOE-Africa (2020), Conseil pour le développement de l'Afrique « Nouvelles modalités de nouveaux thèmes pour les avis scientifiques en Afrique de l'Ouest et du centre : focus sur l'employabilité des jeunes et l'entrepreneuriat féminin », Conseil Scientifique aux Gouvernements : Cas du Mali, Série 1
- (9) COOE-Africa (2020), Conseil pour le développement de l'Afrique « Nouvelles modalités de nouveaux thèmes pour les avis scientifiques en Afrique de l'Ouest et du centre : focus sur l'employabilité des jeunes et l'entrepreneuriat féminin », Conseil Scientifique aux Gouvernements : Cas du Burkina Faso, Série 1
- (10) Hien, F. K. (2002). L'entrepreneuriat féminin au Burkina Faso : une étude exploratoire (No. 200214). University of Groningen, Centre for Development Studies (CDS).
- (11) Kounta, S. A. (1997). Caractéristiques de l'entrepreneurship féminin au Mali. Université du Québec à Chicoutimi.
- (12) Louhab, S., Tighilt, S., & Akerkar, A. E. (2016). L'entrepreneuriat féminin en Algérie : motivations et contraintes, cas de la région d'Akbou (Doctoral dissertation, Université de bejaia)
- (13) Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF) (2020), Rapport d'Analyse Situationnelle Annuelle sur le Marché du Travail de 2020 (RASAMT)
- (14) ONEF (2014) Rapport d'analyse situationnelle annuelle sur le marché du travail (RASAMT)
- (15) ONEF (2016) Rapport d'analyse situationnelle annuelle sur le marché du travail (RASAMT)
- (16) ONEF (2019), Statistiques sur les créations d'emplois 2018 -2019 et les perspectives pour 2020
- (17) Oscar A. Meneye & F.A.G. Sateu (2017) « L'entrepreneuriat féminin au Cameroun : enjeux et perspectives », *Revue Congolaise de Gestion* N° 24 pages 11 à 42
- (18) Rachdi F. (2016), l'entrepreneuriat féminin au Maroc : une approche par le réseau personnel, thèse pour l'obtention du Doctorat en Sciences de Gestion au groupe Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises, Centre des Etudes Doctorales en Gestion
- (19) Rachdi, F., & Nice, E. D. H. E. C. (2006). L'entrepreneuriat féminin au Maroc : une étude exploratoire. Laboratoire ERMES (Toulon), EDHEC Nice France.
- (20) Rapport OCDE Istanbul, (2004) « Encourager l'entrepreneuriat en tant que moteur de la croissance dans une économie mondialisée » 72p.
- (21) Rapport OCDE Istanbul, (2004) « L'Entrepreneuriat féminin : questions et actions à mener » 75p.
- (22) Raveleau, B. (2008) L'entrepreneuriat féminin dans l'arrondissement de Cholet.
- (23) Salimakan KANTE (2020) sur « l'entrepreneuriat féminin au Mali : cas de la commune I du district de Bamako, *Journal of Academic Finance*, Vol. 11 N° 1 Spring 2020 / ISSN 1923-2993
- (24) Schreier, James W., (1975) *The Female Entrepreneur, A Pilot Study* (Working Paper, Center for Venture Management, Mount Mary College).
- (25) Schwartz, Eleanor B. (Hiver 1976), "Entrepreneurship: A New Female Frontier", *Journal of Contemporary Business*, 47-76.
- (26) Simen, S., & Diouf, I. D. (2013). *Entrepreneuriat féminin au Sénégal : vers un modèle entrepreneurial de nécessité dans les pays en développement ?*